

**COMMISSION DES FINANCES ET
DU BUDGET****COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN
EN DE BEGROTING**

du

van

MERCREDI 26 JANVIER 2011

WOENSDAG 26 JANUARI 2011

Après-midi

Namiddag

La discussion des questions est ouverte à 15 h 29 par Mme Muriel Gerkens, présidente.

01 **Question de M. Éric Jadot au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les retards intervenus au niveau de la Régie des Bâtiments dans le calendrier de financement des travaux de rénovation des infrastructures de l'établissement pénitentiaire de Lantin" (n° 2086)**

01.01 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): Les infrastructures de l'établissement pénitentiaire de Lantin endurent particulièrement mal les assauts des ans. Ces dégradations, ainsi que les retards dans la rénovation des infrastructures et la remise à niveau du matériel, constituent des motifs de grogne bien compréhensible des agents. Le ministre de la Justice avait dressé une liste de rénovations censées aboutir pour décembre 2010. Une part de celles-ci a pu aboutir, mais plusieurs travaux importants se font attendre. Il s'agit notamment de la rénovation des clôtures et de l'installation d'un dispositif de détection du périmètre. Un dossier avait pourtant été déposé dès 2008 auprès de la Régie des Bâtiments. Mais des erreurs auraient été commises dans l'estimation des coûts. Aujourd'hui, le dossier serait bloqué. En outre, d'autres travaux demandés par l'administration pour le site de Lantin, jugés non prioritaires par la Régie, seraient toujours en négociation.

Pouvez-vous m'éclairer sur ces retards perdurant depuis 2008? Comment expliquez-vous les erreurs commises par la Régie des Bâtiments? Que comptez-vous faire pour sortir de l'ornière ce dossier et rencontrer les attentes du département de la Justice?

01.02 **Didier Reynders**, ministre (*en français*): Nous avons réalisé la liaison entre les blocs S et U. La Régie des Bâtiments a poursuivi de nombreux travaux de modernisation: nouvel éclairage de cellules, remplacement des douches, remplacement des monte-charges et ascenseurs, remplacement des tableaux électriques. La rénovation de la cuisine est en cours.

Vu l'état de la prison, une concertation régulière entre responsables du SPF Justice et de la Régie des Bâtiments a permis d'identifier divers travaux à réaliser en priorité: changement des châssis, sécurisation de l'entrée, éclairage des préaux, interphonie et système d'appel des cellules, remplacement des caméras intérieures et rénovation du local caméras.

En ce qui concerne ce que vous appelez des erreurs, il est malaisé d'estimer avec exactitude l'impact des contraintes de travail en milieu carcéral sur l'exécution des travaux. Les calendriers sont difficiles à respecter dans ce milieu. Tenant compte de la conjoncture et des particularités de ces marchés, les banques de données permettront d'affiner les estimations pour une meilleure approche des coûts lors des prochains marchés.

Une justification de l'écart entre l'estimation et le coût réel des travaux et une argumentation quant à la poursuite de la procédure sont à la disposition de l'Inspection des Finances. Si elle émet un avis favorable,

les travaux débiteront dans les meilleurs délais mais, tenant compte de la discipline budgétaire en vigueur dans le cadre des affaires courantes, l'avis d'un prochain Conseil des ministres sera sollicité pour pouvoir engager le dossier dans le courant du premier semestre 2011.

Nous menons aussi à bien d'autres rénovations et la construction de nouvelles prisons.

01.03 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): Je rappellerai que le ministre de la Justice lui-même, à propos de la prison de Lantin, parle d'infrastructures obsolètes, à l'origine des conflits sociaux.

L'incident est clos.

02 **Question de Mme Karin Temmerman au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le Fonds de Réduction du Coût global de l'Énergie" (n° 2103)**

02.01 **Karin Temmerman** (sp.a): Les coûts énergétiques sont élevés pour un certain nombre de personnes. Pour remédier à la situation, les pouvoirs publics ont créé le Fonds de Réduction du Coût global de l'Énergie, qui octroie des prêts pour des mesures structurelles d'économie d'énergie par l'intermédiaire des entités locales, désignées par les villes et communes en étroite concertation avec le CPAS.

M. Magnette a indiqué en réponse à ma question que le Fonds a récolté 50 millions d'euros en 2007 par des émissions obligataires. Grâce aux droits de tirage annuellement octroyés, ce montant est actuellement entièrement réservé. Les autorités locales ne peuvent donc plus octroyer de prêts supplémentaires.

Le ministre est-il disposé à répondre à la demande de crédits supplémentaires?

02.02 **Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*): Le Fonds m'a demandé, le 11 octobre 2010, l'autorisation de contracter un emprunt supplémentaire pour un montant de 100 millions d'euros.

Cette autorisation a été accordée entre-temps.

02.03 **Karin Temmerman** (sp.a): Il est étrange que M. Magnette n'ait pas pu fournir cette réponse.

L'incident est clos.

03 **Questions jointes de**

- **M. Jan Jambon au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les conséquences de l'éventuel déménagement de Megaports dans le port d'Anvers" (n° 2153)**

- **M. Servais Verherstraeten au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la centralisation des deux services de Megaports sur la rive gauche d'Anvers" (n° 2306)**

03.01 **Jan Jambon** (N-VA): Megaports possède des bureaux sur la rive gauche et la rive droite du port d'Anvers. La direction régionale aurait l'intention de déplacer le bureau de la rive droite vers la rive gauche, bien que l'activité soit plus intense sur la rive droite.

Ce projet est-il réel? Peut-on l'éviter car il n'est pas logique?

03.02 **Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*): La douane a l'intention de déménager la station centrale d'alarme de Megaports de la rive droite et de la fusionner avec le bureau sur la rive gauche. Le bureau pourrait ainsi rester ouvert de 6 à 22 heures et l'échange de savoir-faire serait garanti. Les locaux ainsi libérés pourront notamment être utilisés pour développer de manière optimale un poste d'inspection frontalier en collaboration avec l'AFSCA.

Sur la rive droite, un portique de détection de haute technologie reste opérationnel entre 6 et 22 heures pour réaliser les deuxième inspections. Il n'y aura donc pas de transport systématique de conteneurs de la rive droite vers la rive gauche.

Ce déménagement n'entraîne pas de frais supplémentaires pour l'administration.

03.03 Jan Jambon (N-VA): J'ignorais que le contrôle secondaire peut être maintenu sur la rive droite.

L'incident est clos.

04 Question de M. Franco Seminara au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la hausse constante du nombre de faux billets en Belgique" (n° 2241)

04.01 Franco Seminara (PS): D'après la Banque Nationale, il y a eu 59 % de faux billets de plus en 2010 qu'en 2009, principalement des faux billets de 50 et 20 euros. Cette forte hausse contraste avec la communication de la Banque centrale européenne (BCE) qui annonce que le nombre de faux billets saisis l'an dernier avait diminué au niveau européen. La BNB n'avance pas d'explication à propos des résultats belges, même si la proportion de fausses coupures reste assez faible.

Par rapport aux chiffres de la BCE, les chiffres nationaux évoqués par la BNB ne vous semblent-ils pas inquiétants? Quels sont les moyens qui sont mis en œuvre par vos services pour diminuer le nombre de faux billets en circulation dans notre pays?

04.02 Didier Reynders, ministre (en français): Il n'existe pas d'explication claire sur la hausse significative du nombre de faux billets constatée en Belgique en 2010. Il semble que certains circuits d'écoulement des fausses coupures se soient réorientés vers notre pays. La police fédérale a déjà abouti au démantèlement de plusieurs filières et à l'identification d'autres.

En réponse à votre seconde question, l'augmentation constatée résulte de la circulation de contrefaçons existantes. Celles-ci peuvent être repérées au départ des signes de sécurité sur les billets. Les contrefaçons sont facilement reconnaissables grâce à une méthode simple diffusée par dépliant et via des sites internet de la BCE et des banques centrales nationales de l'Eurosystème.

La Banque Nationale continuera d'organiser des campagnes de formation destinées aux professionnels ainsi que des campagnes pour le grand public. Les autorités intensifieront leurs efforts d'information. J'aurais tendance à dire que ces efforts portent leurs fruits, car si l'on découvre de plus en plus de fausses coupures, c'est qu'on les détecte aussi. Les systèmes de sécurité semblent fonctionner assez bien.

04.03 Franco Seminara (PS): Que conseillez-vous à nos concitoyens, surtout les PME et les commerçants, confrontés aux faux billets?

04.04 Didier Reynders, ministre (en français): Ils doivent prendre directement contact avec la police locale, qui transmettra aux autorités concernées.

L'incident est clos.

05 Question de M. Gerald Kindermans au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la communication d'informations aux institutions de sécurité sociale pour indépendants pour le calcul des cotisations de sécurité sociale" (n° 2158)

05.01 Gerald Kindermans (CD&V): Chaque année, pour établir le calcul des cotisations de sécurité sociale, l'administration fiscale transmet le montant des revenus des travailleurs indépendants aux organismes de sécurité sociale. Les revenus non assujettis aux cotisations sociales, comme les revenus sur lesquels des cotisations sociales ont déjà été retenues, à l'exemple des revenus des parlementaires ne sont pas pris en compte dans ces montants.

Le ministre est-il informé de cette situation? Est-il exact que les organismes de sécurité sociale ne reçoivent qu'un montant total sans distinction selon le type de revenus? Est-il possible d'affiner cette information?

Combien de cas sont-ils concernés chaque année? Combien de personnes paient ainsi trop de cotisations sociales?

05.02 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*): Il m'est impossible de fournir une réponse détaillée. Les services fiscaux examineront la question et prendront contact, le cas échéant, avec les services sociaux. Je demanderai que M. Kindermans soit informé des résultats de l'enquête.

05.03 Gerald Kindermans (CD&V): J'interviens en connaissance de cause: mes revenus de parlementaire sont additionnés à mes revenus de travailleur indépendant. Les personnes qui ne demandent pas de rectifier ces données continuent à payer indûment trop de cotisations sociales. Je m'étonne que les secrétariats sociaux n'aient pas encore évoqué cette question auprès de l'administration fiscale.

05.04 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*): Un problème spécifique se pose concernant les parlementaires.

05.05 Gerald Kindermans (CD&V): Il ne s'agit pas seulement des parlementaires, mais aussi des administrateurs de sociétés.

L'incident est clos.

06 Questions jointes de

- **M. Franco Seminara** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'état des Cours de Justice de Mons" (n° 2248)
- **Mme Juliette Boulet** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'état des bâtiments de la justice montoise" (n° 2263)

06.01 Franco Seminara (PS): Faute de budgets suffisants pour l'entretien, le bâtiment des Cours de Justice de Mons, inauguré en 2007, se dégrade de toutes parts, présentant notamment des problèmes de ruissellement d'eau. Ni la Régie des Bâtiments ni les SPF Finances et Justice n'ont répondu aux courriers et appels téléphoniques du premier président de la cour d'appel de Mons.

Le budget d'entretien de ce type de bâtiment est-il approprié? Peut-on faire l'inventaire des problèmes pour lancer ou accélérer les procédures de marchés publics en vue d'éviter des situations irréversibles?

06.02 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): C'est le bâtiment le plus récent qui est le plus endommagé et le tribunal du travail pourrait être fermé car il enfreint les normes de sécurité.

S'il faut rénover un bâtiment de 2007, quand renovera-t-on les autres tribunaux?

Étant donné que le problème semble dû à la construction et aux matériaux et non à l'entretien, la Régie ne peut-elle se retourner contre l'entreprise qui a réalisé les travaux? Y a-t-il un plan à court terme pour les réparations les plus graves de ce bâtiment et pour l'ensemble des bâtiments de la justice montoise? Quel en est le calendrier?

06.03 Didier Reynders, ministre (*en français*): De l'eau est présente dans le sous-sol du bâtiment de la cour de justice de Mons à cause des récentes intempéries. Une quantité d'eau a inondé 80 m² de locaux. La sécurité des travailleurs n'est pas mise en cause dans le bâtiment. A-t-on reçu des plaintes?

Les experts de la Régie des Bâtiments se sont rendus sur place le 20 janvier. Les problèmes ont été relevés et les différentes solutions ont été identifiées. Les diverses réparations seront réalisées dans les plus brefs délais. Dans l'attente des travaux, une pompe d'évacuation a été installée. Une expertise plus approfondie sera menée dans les prochains jours. Les bureaux d'étude ainsi que l'entreprise qui a construit ce bâtiment seront convoqués pour envisager les réparations et dégager les responsabilités respectives dans le cadre de la garantie décennale.

L'entretien extraordinaire et les réparations dans les immeubles, propriétés de l'État fédéral, gérés par la Régie des Bâtiments relèvent de la responsabilité du propriétaire et sont pris en charge par la Régie des Bâtiments. L'entretien locatif et les charges qui en découlent relèvent de la responsabilité de l'occupant, ici le SPF Justice.

Des contrats d'entretien des installations en général et des techniques spéciales en particulier doivent encore être conclus par le SPF Justice. En l'absence de ces contrats, des dysfonctionnements sont apparus.

Dans l'attente d'une régularisation de la situation, certains travaux de mise à niveau de ces installations ont été effectués, à charge de la Justice et de la Régie des Bâtiments. Les marchés publics relatifs à ces contrats sont en cours de préparation au sein du SPF Justice. J'ai déjà rappelé la nécessité pour le SPF Justice de conclure ces contrats.

La sécurité dans le bâtiment n'est absolument pas mise en cause. Il est inexact de dire que les autres bâtiments de justice montois souffrent de maux encore pires.

Les justices de paix des 1^{er} et 2^{ème} cantons sont hébergées, depuis fin 2009, dans le bâtiment anciennement occupé par La Poste et récemment rénové dans sa totalité par la Régie des Bâtiments.

Le bâtiment de l'ancienne cour d'appel situé sur la Grand-Place est en cours de réhabilitation. Deux bâtiments de justice restent encore à rénover. Il faut travailler par phases dans un bâtiment occupé. On ne peut intervenir partout en même temps. Le tribunal du travail mobilise également l'attention de la Régie. Des travaux de rénovation et d'extension sont envisagés.

Vous me demandiez s'il y avait un programme général de rénovation concernant la Justice. Je vous rappelle que nous avons construit un tout nouveau palais de justice pour la cour d'appel d'Anvers et celle de Gand. À Liège, les extensions seront inaugurées dans les prochaines semaines.

À Mons, le programme se poursuit et vous voyez où nous en sommes aujourd'hui. Je déplore qu'il y ait un problème d'infiltration d'eau, mais de là à transformer cela en une sorte de Titanic à la dérive, il faut rester les pieds sur terre!

Pour le reste, dans la rénovation de l'ensemble des bâtiments, nous sommes dans une procédure, déjà bien avancée, de financement de la construction et de l'entretien de l'ensemble des nouvelles prisons du Royaume. C'est un projet très important. Il reste évidemment un certain nombre de bâtiments à rénover mais le programme est en cours et nous le poursuivrons au rythme des crédits qui seront dégagés pour la Régie des Bâtiments.

06.04 Franco Seminara (PS): Ma question abordait surtout le problème de l'entretien du bâtiment et de son coût, car je pense que cela demande réflexion.

06.05 Didier Reynders, ministre (en français): Sur ce point, c'est l'occasion de rappeler les règles. Ces bâtiments sont la propriété de l'État et donc il y a des travaux qui incombent au propriétaire et la Régie des Bâtiments les prend en charge. D'autres incombent au locataire. Nous avons parlé tout à l'heure de la prison de Lantin: si elle avait été entretenue normalement par les services de la Justice, elle ne connaîtrait pas un tel délabrement. C'est pour cela que nous avons précisé les règles. Pour les bâtiments de justice de Mons, les contrats d'entretien n'ont toujours pas été passés par le SPF Justice.

06.06 Franco Seminara (PS): Une procédure plus rapide serait idéale.

06.07 Didier Reynders, ministre (en français): Cela relève du SPF Justice. En revanche, en ce qui concerne les malfaçons, il y aura évidemment des enquêtes. Je sais que les médias raffolent de montrer l'eau dans les

sous-sols et qu'un des responsables passe son temps à montrer l'état des caves. Mais vous savez comme moi que, ces derniers mois, des bâtiments modernes ailleurs ont subi des dégâts encore plus importants à cause de la pluie, de la neige et des rafales de vent. Si la responsabilité décennale d'un intervenant doit être mise en cause, elle le sera.

06.08 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Je n'ai pas dit que le bâtiment prenait l'eau de toutes parts. Mais, pour un bâtiment de 2007, c'est un peu bizarre! *Le Soir* rapportait que la porte pesant une tonne menaçait de s'effondrer quand on l'ouvrait. Cela pose des questions. J'ai encore été récemment au tribunal du travail, je ne voudrais pas y travailler! Je sais que les responsabilités sont partagées. Mais il ne faut pas dire qu'il n'y a aucun problème.

06.09 Didier Reynders, ministre (*en français*): C'est évidemment durant les premiers mois ou les premières années que les problèmes d'un bâtiment apparaissent. C'est cela qu'on essaye de régler, même si dans ce cas-ci, les circonstances extérieures doivent être prises en compte.

Deuxièmement, nous avançons progressivement. Si une rénovation est programmée dans dix ans en fonction des budgets, je ne peux pas aller plus rapidement. L'Hôtel des Finances, ici à deux pas, était insalubre quand je l'ai repris: des arbres sortaient de la façade! On avance à Mons selon la planification.

En ce qui concerne le problème de la porte, je voudrais qu'un expert me rapporte ce qui s'est passé. Entre un huissier qui explique à un journaliste le drame qui aurait pu se produire et la réalité des faits, il serait bon de s'en remettre au rapport d'un expert.

06.10 Franco Seminara (PS): On parle d'un montant de 500 euros. On pourrait imaginer quand même une facilité pour le responsable quand il s'agit d'un montant aussi faible.

06.11 Didier Reynders, ministre (*en français*): À la Régie, les marchés les plus souples sont les marchés de stocks. Sur base d'un même prix, on peut moduler les quantités.

En matière d'immobilier, donner des délégations un peu importantes est des plus dangereux. Il y a un équilibre à trouver.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 16 h 10.

De behandeling van de vragen vangt aan om 15.29 uur. De vergadering wordt voorgezeten door mevrouw Muriel Gerken.

01 Vraag van de heer Éric Jadot aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de achterstand van de Regie der Gebouwen op het financieringsschema voor de renovatie van de infrastructuur van de strafinrichting van Lantin" (nr. 2086)

01.01 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): De jaren hebben duidelijk hun sporen nagelaten op de infrastructuur van de strafinrichting van Lantin. Het is dan ook begrijpelijk dat de penitentiaire beambten zich beklagen over de slechte staat waarin de gevangenis verkeert en het feit dat de renovatie van de infrastructuur en de vernieuwing van het materiaal achterstand hebben opgelopen. De minister van Justitie had een lijst opgesteld van de renovatiewerkzaamheden die tegen december 2010 klaar moesten zijn. Een deel daarvan werd uitgevoerd, maar diverse grote werken laten op zich wachten, meer bepaald de renovatie van de omheining en de installatie van apparatuur voor de perimeterbeveiliging. Er werd in 2008 echter al een dossier ingediend bij de Regie der Gebouwen, maar er zouden fouten in de kostenraming geslopen zijn. Vandaag zou het dossier in het slop zitten. Voorts zou er nog altijd onderhandeld worden over andere werken die de administratie gevraagd had voor de site van Lantin, maar die door de Regie als niet prioritair worden aangemerkt.

Kan u opheldering verschaffen over die vertragingen, die sinds 2008 duren? Hoe verklaart u de fouten van de Regie der Gebouwen? Wat zal u ondernemen om dat dossier weer op de rails te zetten en de verwachtingen

van het departement Justitie in te lossen?

01.02 Minister **Didier Reynders** (*Frans*): De blokken S en U werden met elkaar verbonden. De Regie der Gebouwen heeft tal van moderniseringswerken uitgevoerd: nieuwe verlichting in de cellen, vervanging van de douches, vervanging van de goederen- en personenliften, vervanging van de verdeelborden. De keuken wordt momenteel gerenoveerd.

Met het oog op de staat van de gevangenis wordt er regelmatig overleg gepleegd tussen verantwoordelijken van de FOD Justitie en van de Regie der Gebouwen. In het kader daarvan werden er verscheidene werken als prioritair aangemerkt: vervanging van de ramen, beveiliging van de toegang, verlichting op de binnenplaatsen, een intercominstallatie en een systeem om vanuit de cellen te kunnen bellen, vervanging van de videocamera's in de gevangenis en vernieuwing van het lokaal waar de cameracentrale zich bevindt.

U maakt gewag van fouten. Het is bijzonder moeilijk om precies in te schatten welke gevolgen de werkomstandigheden in een gevangenisomgeving zullen hebben op de uitvoering van de werken. Het is moeilijk om de planning voor werken in een gevangenisomgeving te respecteren. Met behulp van de databanken en rekening houdend met de conjunctuur en de bijzondere kenmerken van dergelijke opdrachten, zullen de ramingen verfijnd kunnen worden en de kosten van toekomstige opdrachten beter kunnen worden ingeschat.

Een verantwoording van het verschil tussen de geraamde en de werkelijke kostprijs van de werken, evenals een argumentatie met betrekking tot de voortzetting van de procedure, zijn ter beschikking van de Inspectie van Financiën. Indien deze een positief advies uitbrengt, zullen de werken zo snel mogelijk van start gaan. Gelet op de begrotingsdiscipline die in het kader van de lopende zaken geldt, zal evenwel het advies van een volgende ministerraad worden gevraagd, opdat het dossier in de loop van het eerste semester van 2011 zou kunnen worden vastgelegd.

We zijn daarnaast ook bezig met andere renovaties en met de bouw van nieuwe gevangenissen.

01.03 **Éric Jadot** (*Ecolo-Groen!*): Ik wil eraan herinneren dat de minister van Justitie zelf heeft bevestigd dat de gevangenisinfrastructuur in Lantin verouderd is, wat mee aan de oorsprong ligt van sociale conflicten.

Het incident is gesloten.

02 **Vraag van mevrouw Karin Temmerman aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het Fonds ter Reductie van de Globale Energiekost" (nr. 2103)**

02.01 **Karin Temmerman** (*sp.a*): Voor een aantal mensen lopen de energiekosten hoog op. Om hieraan tegemoet te komen richtte de overheid het Fonds ter Reductie van de Globale Energiekost op, dat leningen verstrekt voor structurele energiebesparende maatregelen. Dit gebeurt via lokale entiteiten, aangeduid door steden en gemeenten, in nauw overleg met het OCMW.

Op mijn vraag antwoordde minister Magnette dat het Fonds in 2007 50 miljoen euro heeft verzameld via obligatie-uitgiften. Via de toegekende jaarlijkse trekkingsrechten is dit bedrag momenteel volledig gereserveerd. De lokale overheden kunnen dus geen bijkomende leningen meer toestaan.

Is de minister bereid in te gaan op een vraag om bijkomende kredieten?

02.02 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): Het Fonds heeft mij op 11 oktober 2010 de toestemming gevraagd om een bijkomende lening aan te gaan voor een bedrag van 100 miljoen euro.

Deze toestemming werd intussen ook verleend.

02.03 **Karin Temmerman** (*sp.a*): Het is raar dat minister Magnette dat niet kon zeggen.

Het incident is gesloten.

03 **Samengevoegde vragen van**

- de heer Jan Jambon aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de impact van een mogelijke verhuis van Megaports in de haven van Antwerpen" (nr. 2153)

- de heer Servais Verherstraeten aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het centraliseren van de twee diensten van Megaports op de linkeroever" (nr. 2306)

03.01 **Jan Jambon** (N-VA): Megaports heeft in de Antwerpse haven kantoren op linker- en rechteroever. De gewestelijke directie zou plannen hebben om het kantoor van rechteroever naar linkeroever te verhuizen, alhoewel er meer activiteit is op rechteroever.

Bestaan die plannen? Kan er dan iets aan gedaan worden, want logisch is dat niet?

03.02 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): De douane heeft de intentie om het centraal alarmstation van Megaports op rechteroever te verhuizen en te fusioneren met het kantoor op linkeroever. Hierdoor zou men het kantoor open kunnen houden van 6 tot 22 uur en de uitwisseling van knowhow garanderen. De lokalen die vrijkomen, kunnen onder meer worden gebruikt voor de betere uitbouw van een grensinspectiepost in samenwerking met het FAVV.

Ook op rechteroever blijft tussen 6 en 22 uur een hoogtechnologische meetpoort operationeel om tweede inspecties uit te voeren. Er komt dus geen systematisch vervoer van containers van rechter- naar linkeroever.

Deze verhuizing brengt voor de administratie geen extra kosten mee.

03.03 **Jan Jambon** (N-VA): Dat ook de secundaire controle op rechteroever kan blijven, is nieuw voor mij.

Het incident is gesloten.

04 **Vraag van de heer Franco Seminara aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de gestage toename van het aantal valse biljetten dat in België in omloop is" (nr. 2241)**

04.01 **Franco Seminara** (PS): Volgens de Nationale Bank waren er in 2010 59 procent meer valse bankbiljetten in omloop dan in 2009. Het ging vooral om coupures van 50 en 20 euro. Die sterke toename staat in fel contrast met de mededeling van de Europese Centrale Bank (ECB) dat er vorig jaar minder valse bankbiljetten in beslag zijn genomen in Europa. De NBB geeft geen verdere uitleg bij de Belgische resultaten. Het is natuurlijk wel zo dat het aantal valse bankbiljetten in verhouding tot het totale aantal tamelijk beperkt blijft.

Vindt u de nationale cijfers van de NBB niet verontrustend, gelet op de cijfers van de ECB? Welke middelen worden er door uw diensten ingezet om het aantal valse bankbiljetten in ons land te verminderen?

04.02 Minister **Didier Reynders** (*Frans*): Er bestaat geen duidelijke verklaring voor de aanzienlijke toename van het aantal valse bankbiljetten in ons land vorig jaar. Blijkbaar hebben sommige valsemunters afzetmogelijkheden gezien in ons land. De federale politie heeft al meerdere netwerken van valsemunters opgerold en is erin geslaagd andere bloot te leggen.

Op uw tweede vraag kan ik antwoorden dat de vastgestelde toename te verklaren valt door het feit dat de bestaande valse bankbiljetten in roulatie blijven. Die kunnen worden opgespoord aan de hand van de veiligheidskenmerken van de bankbiljetten. Vals geld is makkelijk herkenbaar, dankzij een eenvoudige methode die wordt toegelicht in een brochure en op de websites van de ECB en van de nationale centrale banken die deelnemen aan het Eurosysteem.

De NBB zal opleidingscampagnes blijven organiseren, zowel voor professionelen als voor het grote publiek. De overheid zal haar inspanningen op het stuk van informatieverstrekking opvoeren. Ik zou durven stellen dat

die inspanningen reeds vrucht afwerpen, want als men op steeds meer valse bankbiljetten stuit, dan betekent dat ook dat men ze weet op te sporen. De veiligheidssystemen werken dus vrij goed.

04.03 **Franco Seminara** (PS): Welke raad geeft u aan burgers, en vooral aan kmo's en handelaars, die te maken krijgen met valse biljetten?

04.04 Minister **Didier Reynders** (Frans): Zij moeten meteen contact opnemen met de lokale politie, die de betrokken instanties zullen inlichten.

Het incident is gesloten.

05 **Vraag van de heer Gerald Kindermans aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het meedelen van informatie aan de sociale zekerheidsinstellingen voor zelfstandigen ter berekening van sociale zekerheidsbijdragen" (nr. 2158)**

05.01 **Gerald Kindermans** (CD&V): Om de socialezekerheidsbijdrage te kunnen berekenen, geeft de belastingadministratie elk jaar de bedragen van de inkomsten van zelfstandigen door aan de socialezekerheidsinstellingen. Daarbij wordt echter geen rekening gehouden met inkomsten waarop geen sociale bijdragen zijn verschuldigd, bijvoorbeeld inkomsten waarop al sociale bijdragen werden ingehouden, zoals die van een parlementslied.

Is de minister hiervan op de hoogte? Klopt het dat enkel een totaalbedrag aan de socialezekerheidsinstellingen wordt gegeven zonder een opsplitsing van het soort inkomsten? Is het mogelijk om die informatie te preciseren? Over hoeveel gevallen per jaar gaat het? Hoeveel mensen betalen zo te veel sociale bijdragen?

05.02 Minister **Didier Reynders** (Nederlands): Ik kan geen gedetailleerd antwoord geven. De fiscale diensten zullen de vraag onderzoeken en indien nodig contact opnemen met de sociale diensten. Ik zal vragen om de heer Kindermans op de hoogte te brengen van de resultaten van het onderzoek.

05.03 **Gerald Kindermans** (CD&V): Ik spreek uit ondervinding: mijn inkomsten als parlementslied werden bij mijn inkomsten als zelfstandige gerekend. Wie niet zelf vraagt om dit te wijzigen, blijft ten onrechte te veel sociale bijdragen betalen. Het verwondert mij dat de sociale secretariaten dit zelf nog niet hebben aangekaart bij de fiscus.

05.04 Minister **Didier Reynders** (Nederlands): Er is een specifiek probleem voor de parlementsleden.

05.05 **Gerald Kindermans** (CD&V): Het gaat niet enkel om parlementsleden, het kan ook om beheerders van vennootschappen gaan.

Het incident is gesloten.

06 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Franco Seminara** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de staat van het gebouw Les Cours de Justice te Bergen" (nr. 2248)

- mevrouw **Juliette Boulet** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de staat van de gerechtsgebouwen in Bergen" (nr. 2263)

06.01 **Franco Seminara** (PS): Bij gebrek aan voldoende budgetten is het gebouw Les Cours de Justice in Bergen, dat in 2007 plechtig in gebruik werd genomen, over de hele lijn aan het vervallen. Er zijn met name problemen met de waterafvoer. Noch de Regie der Gebouwen, noch de FOD Financiën, noch de FOD Justitie hebben geantwoord op de brieven of telefonische oproepen van de eerste voorzitter van het hof van beroep te Bergen.

Volstaat het onderhoudsbudget dat voor een dergelijk gebouw wordt uitgetrokken? Kan men een inventaris maken van de problemen om de procedures voor overheidsopdrachten op te starten of sneller te laten verlopen teneinde onomkeerbare situaties te voorkomen?

06.02 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Het meest recente gebouw is het hardst beschadigd en het is mogelijk dat de arbeidsrechtbank gesloten wordt, want het gebouw voldoet niet meer aan de veiligheidsnormen.

Als men een gebouw uit 2007 moet renoveren, wanneer zal men dat dan doen voor de andere gerechtsgebouwen?

Het probleem is kennelijk te wijten aan de constructie en de gebruikte materialen, en niet aan het onderhoud. Kan de Regie dan geen vordering instellen tegen het bedrijf dat de werken uitgevoerd heeft? Bestaat er een kortetermijnplan voor de belangrijkste herstellingen aan het gebouw en voor alle gerechtsgebouwen in Bergen? Welk tijdspad werd er daarvoor vastgesteld?

06.03 Minister Didier Reynders (Frans): Als gevolg van het recente noodweer is er water binnengedrongen in de kelder van het gerechtsgebouw te Bergen. Er kwam echter slechts 80 m² onder water te staan. De veiligheid van de ambtenaren die in het gebouw werken, is niet bedreigd. Heeft men klachten ontvangen?

Deskundigen van de Regie der Gebouwen hebben op 20 januari het gebouw bezocht. De problemen werden in kaart gebracht en er werden diverse oplossingen naar voren gebracht. Het gebouw zal zo snel mogelijk hersteld worden. In afwachting van de werken werd er een afvoerpomp geïnstalleerd. In de loop van de komende dagen zal er een diepgaander deskundigenonderzoek worden uitgevoerd. De studiebureaus en het bedrijf dat dit gebouw opgericht heeft, zullen worden bijeengeroepen om na te gaan welke herstellingen er moeten worden uitgevoerd, en wie er in het kader van de tienjarige waarborg aansprakelijk moet worden gesteld.

De eigenaar is verantwoordelijk voor het buitengewoon onderhoud en de herstellingen in gebouwen die eigendom zijn van de federale overheid en beheerd worden door de Regie der Gebouwen, die de kosten daarvan voor haar rekening neemt. Het huuronderhoud en de uitgaven die daaruit voortvloeien, vallen ten laste van de diensten die er gehuisvest zijn, in dit geval de FOD Justitie.

De FOD Justitie moet nog onderhoudscontracten sluiten voor de installaties in het algemeen en de technische uitrustingen in het bijzonder. Intussen zijn er echter al een aantal disfuncties aan het licht gekomen.

In afwachting van een regularisatie van de toestand werden er op kosten van Justitie en de Regie der Gebouwen een aantal werken uitgevoerd om deze installaties op punt te stellen. De overheidsopdrachten voor deze contracten worden door de FOD Justitie voorbereid. Ik zei eerder al dat de FOD Justitie deze contracten nog moet sluiten.

De veiligheid in het gebouw komt helemaal niet in het gedrang. Het klopt niet dat de andere gerechtsgebouwen in Bergen er nog slechter aan toe zijn.

De vrederechten van het 1^{ste} en 2^{de} kanton zijn sinds eind 2009 ondergebracht in het vroegere postgebouw, dat onlangs volledig gerenoveerd werd door de Regie der Gebouwen.

Het gebouw van het voormalige hof van beroep op de *Grand-Place* wordt momenteel opgeknapt. Twee justitiegebouwen moeten nog worden gerenoveerd. In een gebouw dat in gebruik is, moet men in fasen werken. Men kan niet overal tegelijk aan de slag. Ook de arbeidsrechtbank komt aankloppen bij de Regie. Er worden renovatie- en uitbreidingswerken overwogen.

U vraagt mij of er een algemeen renovatieprogramma bestaat voor Justitie. Ter herinnering: we hebben een volledig nieuw justitiepaleis gebouwd voor het Antwerpse en voor het Gentse hof van beroep. In Luik worden de bijgebouwen in de loop van de komende weken in gebruik genomen.

In Bergen wordt het programma voortgezet en u merkt hoe ver we vandaag staan. Ik betreur het probleem met de waterinsijpeling, maar om er een op drift geraakte Titanic van te maken, ... men moet met beide benen op de grond blijven!

Wat de overige gebouwen betreft, is de financieringsprocedure voor de bouw en het onderhoud van alle nieuwe gevangenissen in ons land al ver gevorderd. Het gaat om een zeer belangrijk project. Er is uiteraard nog een aantal gebouwen die vernieuwd moeten worden, maar het programma loopt en we zullen het voortzetten naarmate er kredieten vrijkomen voor de Regie der Gebouwen.

06.04 Franco Seminara (PS): Mijn vraag had vooral betrekking op het probleem van het onderhoud van het gebouw en van het kostenplaatje daarvan. Ik denk dat die kwestie toch wel enige aandacht verdient.

06.05 Minister Didier Reynders (Frans): Dit lijkt me het uitgelezen moment om de regels in herinnering te brengen. Die gebouwen zijn staatseigendom en er zijn dus werken waarvoor de eigenaar verantwoordelijk is en die ten laste worden genomen door de Regie der Gebouwen. Voor andere werken is de huurder verantwoordelijk. We hebben het daarnet gehad over de gevangenis van Lantin: als de diensten van Justitie het gebouw normaal hadden onderhouden, dan zou het nu niet in zo'n belabberde staat zijn geweest. Net daarom hebben we de regels verduidelijkt. Voor de gerechtsgebouwen in Bergen heeft de FOD Justitie nog steeds geen onderhoudscontracten gesloten.

06.06 Franco Seminara (PS): Een snellere procedure ware de ideale oplossing.

06.07 Minister Didier Reynders (Frans): Het is aan de FOD Justitie om daar werk van te maken. Wat daarentegen de gebreken betreft, zal er natuurlijk een onderzoek worden gestart. Ik weet dat de media maar al te graag beelden tonen van het water in het souterrain en dat een van de leidinggevende ambtenaren zijn tijd doorbrengt met het tonen van de toestand van de kelders. U weet echter even goed als ik dat moderne gebouwen elders de jongste maanden nog veel zwaarder zijn beschadigd door regen, sneeuw en rukwinden. Maar als de tienjarige aansprakelijkheid van een van de betrokkenen in het geding moet komen, dan zal dat ook gebeuren.

06.08 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Ik heb niet gezegd dat het water aan alle kanten het gebouw insijpelt. Maar voor een gebouw van 2007, is het wel een beetje vreemd! In *Le Soir* staat te lezen dat de loodswaare deur uit zijn hengsels dreigde te vallen wanneer die werd geopend. Dat roept toch vragen op. Ik was onlangs nog in de arbeidsrechtbank en ik kan u zeggen dat ik daar niet zou willen werken! Ik weet dat het hier om een gedeelde verantwoordelijkheid gaat. U kunt evenwel niet beweren dat er geen enkel probleem is.

06.09 Minister Didier Reynders (Frans): De gebreken van een gebouw worden juist tijdens de eerste maanden of jaren zichtbaar. We trachten die problemen te verhelpen, maar de externe omstandigheden moeten in dit geval in aanmerking worden genomen.

Ten tweede gaan we stapsgewijs vooruit. Als een renovatieproject over tien jaar gespreid wordt in functie van de budgetten, kan ik niet sneller gaan. Het Hôtel des Finances, op een steenworp hiervandaan, was onbewoonbaar toen ik het overnam: er groeiden bomen door de gevel heen! We volgen de planning voor de werken in Bergen.

Wat het probleem met de deur betreft, zou ik graag hebben dat een deskundige me vertelt wat er precies gebeurd is. Ik stel meer vertrouwen in een deskundigenverslag dan in het verhaal van een bode die aan een journalist vertelt dat men op het nippertje aan een drama is ontsnapt.

06.10 Franco Seminara (PS): Het zou om een bedrag van 500 euro gaan. In het geval van zo'n klein bedrag zou men de verantwoordelijke ambtenaar toch meer beslissingsvrijheid mogen verlenen.

06.11 Minister Didier Reynders (Frans): Wat de Regie betreft, zijn de stockaanbestedingen de soepelste overheidsopdrachten. Op grond van een identieke prijs kan men met de hoeveelheden spelen.

Wat onroerend goed betreft, is het echter erg gevaarlijk om te delegeren. Er moet naar een evenwicht worden gestreefd.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.10 uur.

